|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | WIPO-F | **F** |  |
| CDIP/24/7 |  |
| ORIGINAL : FRANÇAIS  |  |
| DATE : SEPTEMBER 2, 2019  |  |

**Comité du développement et de la propriété intellectuelle (CDIP)**

**Vingt-quatrième session**

**Genève, 18 – 22 novembre 2019**

PROPOSITION DE PROJET PRÉSENTÉE PAR LA TUNISIE SUR LA Propriété intellectuelle et accidents du travail et maladies professionnelles en Tunisie et dans d’autres pays en développement : réduire les accidents du travail et les maladies professionnelles au moyen de la propriété intellectuelle

*établie par le Secrétariat*

1. Dans une communication datée du 18 juin 2019, le Ministère de l’industrie et des petites et moyennes entreprises de la Tunisie a présenté, pour examen par le CDIP à sa vingt-quatrième session, une proposition de projet intitulé *Propriété intellectuelle et accidents du travail et maladies professionnelles en Tunisie et dans d’autres pays en développement : réduire les accidents du travail et les maladies professionnelles au moyen de la propriété intellectuelle*.
2. La communication susmentionnée et la proposition de projet figurent à l’annexe du présent document.
3. *Le comité est invité à examiner l’annexe du présent document.*

[L’annexe suit]

republique tunisienne

Ministere de l'industrie et des pme

institut national de la normalisation et de la PROPRIETE industrielle -INNORPI-

**prOjet :**

Propriété intellectuelle et accidents du travail et maladies professionnelles en Tunisie et dans d’autres pays en développement: réduire les accidents du travail et les maladies professionnelles au moyen de la propriété intellectuelle.

**RECOMMANDATIONS NOS 1, 3,10 ET 12 DU PLAN D’ACTION POUR LE DÉVELOPPEMENT**

**DESCRIPTIF DU PROJET**

|  |
| --- |
| 1. RÉSUMÉ
 |
| Cote du projet | *CDIP/24/7* |
| Intitulé | Propriété intellectuelle et accidents du travail et maladies professionnelles en Tunisie et dans trois autres pays en développement : réduire les accidents du travail et les maladies professionnelles au moyen de la propriété intellectuelle |
| Recommandations du Plan d’action pour le développement | *Recommandation n° 1* : L’assistance technique de l’OMPI doit notamment être axée sur le développement et la demande et elle doit être transparente; elle doit tenir compte des priorités et des besoins particuliers des pays en développement, en particulier des PMA, ainsi que des différents niveaux de développement des États membres et les activités doivent être menées à bien dans les délais. À cet égard, les mécanismes d’établissement et d’exécution et procédures d’évaluation des programmes d’assistance technique doivent être ciblés par pays.*Recommandation n° 3* : Accroître les ressources humaines et financières en faveur des programmes d’assistance technique de l’OMPI pour promouvoir notamment une culture de la propriété intellectuelle axée sur le développement, en mettant l’accent sur l’initiation à la propriété intellectuelle dans les programmes d’enseignement de différents niveaux et la sensibilisation accrue de l’opinion publique à la propriété intellectuelle.*Recommandation n° 10 :* Aider les États membres à développer et à améliorer les capacités institutionnelles nationales en propriété intellectuelle par le développement des infrastructures et autres moyens en vue de renforcer l’efficacité des institutions nationales de propriété intellectuelle et de concilier protection de la propriété intellectuelle et préservation de l’intérêt général. Cette assistance technique devrait également être étendue aux organisations sous‑régionales et régionales œuvrant dans le domaine de la propriété intellectuelle.*Recommandation n° 12* : Intégrer davantage la dimension du développement dans les activités et délibérations de l’OMPI portant sur les questions de fond et l’assistance technique, conformément au mandat de l’Organisation. |
| Brève description du projet | Le projet vise à promouvoir l’utilisation de la propriété intellectuelle afin de contribuer à réduire les accidents du travail et les maladies professionnelles au sein des secteurs de production (de biens et de services), publics ou privés, en Tunisie et dans d’autres pays en développement et à assurer l’exploitation et le développement durable de ces secteurs en permettant à leurs acteurs des possibilités de gagner en valeur, en productivité, et en capacité d’innovation.Pour atteindre ces objectifs, il est proposé de mettre en œuvre des stratégies et des actions basées sur un travail de coopération entre les principales parties prenantes qui peuvent intervenir dans l'amélioration des conditions du travail, de la sécurité et de la prospérité des travailleurs et la compétitivité de l'entreprise par le biais des outils que peut offrir la propriété intellectuelle.Ainsi, des entretiens, des recensements et des visites de diagnostics de ces intervenants seront programmés. Des actions de formation et de sensibilisation seront également organisées et des guides seront élaborés afin de mieux faire connaître les avantages qui découlent de l’utilisation de la propriété intellectuelle dans ce contexte. Les étapes de réalisation du projet se résument comme suit :1) Entretiens et collecte d’informations auprès:* des Institutions nationales en charge des questions relatives aux accidents du travail et aux maladies professionnelles (caisses sociales, assurances, bureaux de contrôle technique, Organisations patronales, Organisations syndicales...)
* du secteur productif (PME, secteurs agricole, du bâtiment, du transport...)
* des Universités, centres de recherche, centres techniques et tous les acteurs de la chaîne de valeur, de l’innovation de l'assistance technique et de la lutte contre la contrefaçon.

2) Identification, mobilisation et renforcement des capacités au sein des principales parties prenantes qui peuvent contribuer dans les efforts tendant à réduire les accidents du travail et les maladies professionnelles au moyen de la propriété intellectuelle3) Sensibilisation à la propriété intellectuelle et de ses retombées sur l'amélioration des conditions de travail aux fins de l'accroissement de l’activité économique et de la valeur ajoutée au sein des entreprises. 4) coaching: analyse d’études de cas au niveau local afin de créer des liens entre les générateurs de la propriété intellectuelle (Universités, centres de recherche, centres techniques...) et les utilisateurs de celle-ci (PME, secteur des services...) en vue de résoudre certains problèmes techniques en relation avec les accidents du travail et les maladies professionnelles.5) Etablissement de réseaux efficaces et pérennes en vue de favoriser une meilleure collaboration dans le domaine de la propriété intellectuelle entre ceux qui utilisent et ceux qui génèrent l'innovation et le transfert de technologie à des fins de réduction du nombre d'accidents du travail et des maladies professionnelles. |
| Programmes dont relève la mise en œuvre du projet |  9 (PBC/29) |
| Liens avec d’autres programmes/projets du Plan d’action pour le développement | Programmes (PBC/29): 1, 2, 3, 11, 14, 15, 16, 17, 30  |
| Liens avec les résultats escomptés dans le programme et budget | *Résultat escompté III.1* : Stratégies et plans nationaux en matière de propriété intellectuelle conformes aux objectifs de développement nationaux *Résultat escompté* *III.2* : Mise en valeur des ressources humaines pour répondre aux besoins variés en matière d’utilisation efficace de la propriété intellectuelle au service du développement dans les pays en développement, les PMA et les économies en transition.*Résultat escompté* *III.6* : Renforcement des capacités d’utilisation de la propriété intellectuelle au service de l’innovation dans les PME, les universités et les instituts de recherche |
| Durée du projet | 36 mois |
| Budget du projet | Budget total :400 000 francs suisses hors dépenses de personnel |
| DESCRIPTION DU PROJET |
| * 1. 2.1. Introduction
 |
| Depuis l'indépendance en 1956, les pouvoirs publics tunisiens ont consacré une part non négligeable du revenu national au développement économique et social et surtout à l'amélioration des conditions de vie de la population par le biais d'une scolarisation sans précédent, d'une politique active d'émancipation de la femme, un programme ambitieux et révolutionnaire de planning familial lancé en 1966 pour limiter les naissances et l'instauration d'un instrument de compensation et du contrôle des prix pour aider les pauvres et les familles de faibles revenus.Cette politique de solidarité nationale s'intensifie davantage auprès de la population pauvre surtout à partir des années quatre vingt au moment de l'avènement du programme d'ajustement structurel (PAS) qui vient dans la vague des changements structurels de l'économie mondiale en entrant dans une nouvelle ère de la mondialisation.On note en premier lieu l'assurance sociale qui gère les risques de la vie qui peuvent arriver aux salariés actifs ainsi qu'aux pensionnés retraités et leurs ayant droits et ce, pour remédier à l'arrêt de l'activité suite à un accident de travail ou à une maladie professionnelle, le décès et le chômage.C'est pour ces raisons essentielles que l'assurance sociale existait, d'abord pour des raisons économiques afin de maintenir le salarié en bon état de santé et productif et ensuite pour des raisons sociales et ce, pour remplacer en partie le salaire manqué même en cas de départ.Ainsi, le secteur de la sécurité sociale occupe une place importante dans la politique sociale de la Tunisie étant donné qu’il constitue l’un des vecteurs du développement économique et social et l’un des principaux éléments pour la préservation de la paix sociale à travers la consécration des valeurs de solidarité et d’entraide entre les générations et les différentes catégories socioprofessionnelles ainsi que l’amélioration du niveau de vie des personnes et des ménages et la consolidation des fondements de la stabilité et de la cohésion sociale.Toutefois, malgré ces efforts déployés par les pouvoirs publics tendant à créer des atmosphères salubres et sereines dans les milieux de travail, le nombre de jours perdus suite à des accidents de travail ou à des maladies professionnelles reste élevé. Ce qui est de nature à causer des méfaits aussi bien sur le bien être des employés que sur la croissance et la compétitivité de l'entreprise.En effet, un total d'environ 1 500 000 employés, une moyenne de 46 000 accidents de travail est enregistrée annuellement. La grande majorité de ces incidents (94,5%) se passe sur les lieux du travail alors que les 5,5% restants sont des accidents de trajet.Le nombre total de jours d’arrêt de travail est également un paramètre d’évaluation de la gravité des accidents dont les retombées sur la productivité peuvent être néfastes. Ainsi, il a est déclaré annuellement environ 1 000 000 jours d’arrêt de travail. Ajoutés à ceux-ci les cas de maladies professionnelles qui s'élèvent environ à 1600 cas dont l'arrêt du travail est soit définitif soit de longue durée selon la gravité de la maladie. |
| * 1. Objectifs
 |
| Objectif général :Le projet vise à promouvoir l’utilisation de la propriété intellectuelle afin de contribuer à réduire les accidents du travail et les maladies professionnelles au sein des secteurs de production (de biens et de services).Objectifs particuliers :* 1° Identification des principaux acteurs qui peuvent contribuer dans les efforts tendant à réduire les accidents du travail et les maladies professionnelles au moyen de la propriété intellectuelle.
* 2° Sensibilisation à la propriété intellectuelle et de ses retombées sur l'amélioration des conditions de travail aux fins de l'accroissement de l’activité économique et de la valeur ajoutée.
* 3° Etablissement de réseaux efficaces et pérennes en vue de favoriser une meilleure collaboration entre ceux qui utilisent et ceux qui génèrent l'innovation et le transfert de technologie à des fins de réduire les accidents du travail et des maladies professionnelles.
 |
| * 1. Stratégie
 |
| 2.3.1. Etendue du projetLe projet sera mis en œuvre en Tunisie et dans trois autres pays pilotes.2.3.2. Critères de sélection des pays bénéficiairesla sélection des trois autres pays pilotes sera fondée, notamment, sur les critères suivants :* Existence de politiques nationales institutionnalisées en matière de sécurité sociale et de lutte contre les accidents du travail et des maladies professionnelles;
* pays ayant réalisé des programmes de coopération avec l’OMPI telle que la création de centres d’appui à la technologie et à l’innovation et la mise en place de programmes de formation et de renforcement des capacités.
* Volonté avérée des autorités politiques d’accroître la compétitivité des entreprises par l'amélioration de la chaine de valeur et la capacité d’innovation;
* Engagement du pays à consacrer les ressources nécessaires à la mise en œuvre effective du projet et à sa viabilité.

Les États membres qui souhaitent participer au projet doivent présenter une proposition contenant un bref exposé des points susmentionnés. Ils doivent en outre mentionner l'Institution nationale en charge du pilotage du projet et désigner une personne responsable du suivi de ce projet.2.3.2. Stratégie de mise en œuvreLes objectifs du projet seront réalisés au moyen d’une combinaison des éléments suivants répartis en trois phases:Phase 1: Etude exploratoire:* Etablir une étude exploratoire dans chaque pays pilote sur le système national de sécurité au travail qui permettra de répertorier tous les intervenants dans ce système ainsi que la législation, règles et procédures applicables.
* Effectuer des visites auprès des bénéficiaires potentiels en vue d'identifier les besoins en matière de propriété intellectuelle (matériel existant et contrefaçon, problèmes techniques et transfert de technologie, procédés de fabrication et modernisation du processus).
* Effectuer des visites d’institutions universitaires, de parcs technologiques, de centres techniques sectoriels ou de toute autre institution impliquée dans le domaine de transfert de technologie, en vue de leur exprimer les besoins des bénéficiaires potentiels et de définir avec ces institutions les objectifs à atteindre.

Le délivrable de cette phase sera un document comportant une évaluation détaillée des besoins et un plan d’action propre à chaque pays pilote élaboré avec l’ensemble des partenaires locaux concernés.Phase 2: Renforcement des capacités:* Organiser une rencontre, par pays pilote, réunissant les principaux organismes publics et les principales parties prenantes du projet afin d'exposer le plan d'action élaboré durant la phase exploratoire, de recueillir des informations complémentaires sur les difficultés rencontrées en vue d'établir un planning et un programme de formation adaptés aux besoins de chaque partie prenante.
* Organiser un atelier de formation par pays pilote au profit des parties prenantes en traitant certains cas pratiques de problèmes rencontrés et proposition de solutions à même de réduire les accidents du travail et les maladies professionnelles relatifs à ces pratiques.
* Organiser des visites d'experts en vue de procéder à un suivi et un coaching des entreprises identifiées en vue de la mise en place effective des solutions proposées.

Phase 3: Evaluation et capitalisation des résultats* Organisation d’un séminaire dans chaque pays pilote au cours duquel les résultats obtenus suite aux actions menées dans le pays seront présentés et les recommandations consignées suites à ces résultats seront constatées.
* Sur la base des résultats obtenus, établissement d’un recueil des principales conclusions dégagées et d'un guide pratique de partenariat entre les différentes parties prenantes, qui serviront de supports pour les utilisateurs.
* Organisation d’un séminaire international dans l'un des pays pilotes en vue d'élargir l'échange d’expérience entre les représentants des différents pays pilotes.
 |

[Fin de l’annexe et du document]